



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Décembre 2006

Volume 5, Numéro 10

LIGNE DE FOND	1
Signes de dégelé à l'OMC, mais l'avenir du cycle de Doha reste encore incertain.	1
Règles de l'OMC et politiques énergétiques durables	5
NOUVELLES DE L'OMC	9
ADPIC : divergences sur le rôle de l'OMC dans le contrôle de l'application de l'Adpic et sur les relations entre Adpic et Cdb.	9
Impact des produits sensibles sur le commerce et le développement	11
Agriculture : de légers mouvements sur les questions techniques mais les avancées restent conditionnées par les enjeux politiques.	13
SUR LE FIL	14
Afrique de l'ouest : les APE en question. La société civile intensifie son combat et les gouvernements sont dans le doute.	14
UEMOA : les Ministres du commerce plaident pour des accords commerciaux au service du développement et pour une reprise immédiate des négociations à l'OMC :	17
EVENEMENTS	18
PUBLICATIONS	20

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Signes de dégelé à l'OMC, mais l'avenir du cycle de Doha reste encore incertain.

Le train des négociations commerciales multilatérales n'est toujours pas rentré en gare cinq ans après le lancement du programme de Doha pour le développement. D'échecs en relances, tous les délais convenus à Doha pour traduire en actes concrets les engagements des pays membres ont été dépassés sans que des consensus significatifs n'aient été obtenus dans les domaines aptes à promouvoir le développement attendu de la libéralisation du commerce mondial.

En 2001, la majorité des pays en développement, ceux d'Afrique en particulier, étaient réticents à lancer un nouveau cycle de négociation dans la cadre de l'OMC dans un contexte où se posait encore pour eux et pour les autres, un problème de mise en œuvre des règles du cycle d'Uruguay. Leurs inquiétudes étaient d'autant plus justifiées qu'un nouvel ensemble de règles vastes et complexes pourrait gêner plutôt que favoriser le développement.

Plus que des promesses, les pays en développement ont pris des engagements pour faire de Doha le point de départ d'un projet d'une coopération internationale nouvelle qui ferait du commerce la pierre angulaire du progrès économique et social attendu par tous. Cela devait passer par le lancement d'un cycle différent : il fut baptisé le " cycle du développement ". Afin d'illustrer leur engagement à réformer les règles qui encadrent le système commercial multilatéral

et à promouvoir le développement, les pays riches ont accepté - même si c'est sous une forte pression - de donner la priorité aux amendements à l'accord ADPIC pour faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels à des prix qui ne grèveront pas leurs maigres budgets sanitaires. En même temps, ils y firent la promesse de réformer la réglementation commerciale afin de supprimer les nombreuses mesures distorsives mises en œuvre dans les pays développés qu'il s'agisse des subventions, ou des obstacles techniques au commerce et des normes SPS entre autres. L'entreprise visait à rassurer les pays en développement pour obtenir leur adhésion, avec le moins de réserves possibles, aux principes du libre-échange.

Doha cinq ans après : mission non accomplie !

Cinq années de négociations et deux conférences ministérielles après, on est de toute évidence loin du compte. Le bilan n'est pas à la hauteur des attentes.

Les membres de l'OMC ne s'entendent sur presque aucun domaine important de négociation. Le sentiment le plus communément partagé par les membres est que tout progrès des négociations devrait passer par une évolution concomitante de trois éléments clés qui traduisent désormais bien le cercle, ou le " triangle " vicieux des négociations : les Etats-Unis devront baisser considérablement leurs niveaux de soutiens internes sur les produits agricoles pour espérer voir l'UE élargir l'accès à son marché des produits agricoles, attitude attendue par le G20 pour à son tour opérer des coupes sur les tarifs des produits industriels et prendre des engagements pour la libéralisation du commerce des services. Le problème est cependant de savoir qui commence le premier.

Un tel scénario ne pouvait toutefois manquer de compromettre sérieusement l'évolution des négociations. La crise qui sévit à l'OMC est donc loin d'être inattendue. Tous les observateurs avaient constaté les signes d'un blocage renforcé ou précipité par la situation politique aux Etats-

Unis qui a impacté, même si les américains s'en défendent, sur les négociations multilatérales.

Ainsi donc, alors que les millions d'êtres humains attendaient que toute l'attention et toute l'énergie des membres de l'OMC soient canalisées et orientée vers des objectifs de développement, à travers un gommage des distorsion et un redressement des règles en faveur des pays en développement, ils se sont vus annoncer la suspension des négociations pour une période indéterminée. Et voilà six mois que ça dure et c'est déjà trop.

Loin de nous l'idée d'appeler à une reprise précipitée des négociations qui aboutiraient fatalement à un accord déséquilibré. Il est incontestable qu'en l'état actuel des choses, ne pas avoir d'accord pourrait valoir mieux qu'un mauvais accord. Mais en arriver à cette conclusion est pour le moins scandaleux au moins pour deux raisons. La première c'est qu'elle cautionnerait le statu quo actuel qui avantage largement les pays développés. En effet si la situation actuelle est maintenue, cela favorise, en langage très simple, la poursuite des subventions pour les pays développés tandis que la majorité des pays en développement continueront à faire face aux contraintes liées à l'accès aux marchés à cause entre autres des normes SPS et des OTC, aux difficultés accrues pour l'accès aux médicaments et l'incapacité d'utiliser de façon efficace l'organe de règlement des différends. Le dossier coton est tellement révélateur de cette situation qu'il en est devenu anecdotique.

Même des institutions comme le FMI et la Banque Mondiale, ont, dans un rapport publié en septembre dernier, fait preuve d'une lucidité inhabituelle en annonçant que le statu quo actuel serait très préjudiciable aux pays en développement. Elles en ont donné la preuve dans le domaine agricole où le système en protégeant quelques milliers de fermiers riches prive en même temps les pauvres d'occasions de vente, avec un coût cumulé de plus de 280 milliards de dollars supportés par les consommateurs et les contribuables. La même situation prévaut aussi dans le domaine industriel à cause des la progressivité des droits qui empêche

les producteurs des pays développement d'escalader la chaîne des valeurs ajoutées à cause des tarifs progressifs appliqués à leurs exportations.

La deuxième raison tient au fait que les membres de l'OMC, qui constituent la quasi totalité des Etats du monde, se sont engagés à travers ce cycle à corriger les injustice générées par l'histoire lointaine et récente et qui se manifestent par des inégalités dans le développement et le bien-être économique et social désormais difficile à expliquer. Dans un monde riche comme jamais auparavant mais où la moitié de la population vit dans la dénuement le plus total, prendre l'engagement de faire du commerce le moteur de la transformation qualitative de la vie des personnes ne doit pas seulement être une promesse, c'est une exigence politique d'autant plus facile à accomplir qu'elle s'inscrit à la fois dans la légalité et dans la légitimité. Il ne s'agit pas de morale mais de respect des principes légaux en faveur desquels ils se sont engagés. Le monde de l'OMC a les moyens d'aller au-delà des déclarations d'intention pour donner le signal concret d'une nouvelle coopération internationale.

Les faibles avancées obtenues lors de la dernière conférence de l'OMC à Hong Kong...

Le cycle peut-il encore être sauvé ?

Un échec du cycle autant qu'un accord déséquilibré qui ne favorise que les intérêts des pays développés auraient la même conséquence sur la perception du système commercial multilatéral : ils renverraient l'image d'une organisation mondiale du commerce exclusivement dédiée aux intérêts des Etats riches et des multinationales pour lesquelles ils travaillent.

C'est probablement en raison de cette vérité que des pays membres, des groupes d'alliances et des institutions extérieures ont multiplié les appels pour une reprise des négociations suspendues depuis juillet. En Afrique, au-delà des Etats, l'Union africaine a fait envoyer récemment à l'OMC une déclaration présentée par le Bénin pour

une reprise des négociations commerciales. D'autres initiatives ont été prises ici et là contribuant ensemble à faire percevoir quelques signes, certes encore faibles, de dégelé des négociations commerciales.

On avait pourtant espéré une reprise plus rapide puisque nombre d'observateurs et de négociateurs à l'OMC avaient vu la suspension comme une stratégie américaine pour ne prendre aucun engagement " politiquement sensible " avant les élections de mi-mandat tenues en novembre dernier. La fin des élections n'a pourtant jusqu'ici produit aucun effet significatif sur l'attitude américaine dans les négociations. Le discours semble toujours être le même : " nous avons tous besoin de manifester de la flexibilité, y compris l'Europe " a déclaré Gretchen Hamel, la porte-parole du représentant américain au commerce (Ustr), Susan Swchab, en réponse à l'appel lancé par Peter Mandelson, le commissaire européen, à une amélioration de l'offre américaine en matière de réduction des soutiens agricoles. Cette dernière est elle-même allée plus loin dans un article publié le 9 novembre dans le Wall street journal en affirmant que " les propositions actuelles sur l'agriculture de l'Union européenne et de groupes tels que le G-10, le G-20 et le G-33 sont trop vagues, ou bien contiennent trop d'exemptions pour assurer des ouvertures substantielles à de nouveaux marchés. S'arrêter à des demi-mesures sonnerait le glas de tout nouveau débouché commercial et aurait l'effet pervers de discréditer l'OMC "

Tout porte donc à croire que si les frémissements notés actuellement devaient déboucher sur la reprise des pourparlers, ceux-ci risquent vite de buter encore sur les nombreuses contradictions qui ont mené à la suspension. La fenêtre pour reprendre et clôturer le cycle est particulièrement étroite ainsi que le reconnaît Lamy lui-même. En effet, les négociations, qui ont repris au niveau technique au mois de novembre n'en sont pas encore au stade de revêtir un caractère formel. "C'est du travail de cuisine et les ministres qui prennent les décisions finales n'ont pas encore été invités dans la salle à manger", a averti Lamy.

Entre le 16 et le 30 novembre, de nombreuses réunions informelles ont été organisées autour de questions techniques conformément au signal donné par Lamy. La stratégie de la diplomatie discrète mise en place par Lamy a permis de réunir des petits groupes composés d'un nombre restreint d'ambassadeurs pour discuter des conditions de relance des discussions dans un contexte où de nombreux membres se sont désolés de voir l'OMC tomber dans l'inaction depuis si longtemps. Lamy semble chercher à battre le fer pendant qu'il est chaud, c'est-à-dire profiter de la bonne volonté communément affichée pour relancer les discussions. Selon lui, la période d'interruption a permis de faire prendre conscience aux membres de l'OMC des risques encourus par l'économie mondiale en cas d'échec du cycle. Une telle prise de conscience aurait-il pu amener les pays développés à assouplir certaines de leurs positions?

Rien n'est pourtant moins sûr. Rien dans l'attitude des pays développés, du lancement du cycle à ce jour, ne permet d'espérer des changements qualitatifs significatifs dans leurs positions de négociation.

Il semble donc en définitive qu'on soit reparti pour des discussions intenses et difficiles tout au long de l'année 2007. Des discussions d'autant plus difficiles pour de nombreux membres de l'OMC, en particulier pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, que celles-ci seront menées parallèlement à la dernière ligne droite de la négociation des APE qui suscitent dans toute ces régions de nombreux et légitimes questionnements. Il existe en effet une forte articulation entre l'APE et le programme de Doha. De nombreux domaines se chevauchent ou s'imbriquent tandis que la poursuite des négociations dans certains sujets dans les APE devrait être assujéti à l'obtention d'avancées à l'OMC. L'APE lui-même devrait être encadré par l'article XIV du GATT alors que les conditions d'un réexamen de celui-ci sont encore sur la table de négociation.

Sauver le cycle de Doha et relancer les négociations suppose donc, pour les pays en développement, ceux d'Afrique en particulier,

d'avoir une claire compréhension des enjeux et des défis engendrés par la poursuite simultanée des objectifs de développement dans le cadre de négociations multilatérales et d'objectifs similaires dans le cadre d'accord bilatéraux de libre-échange. A côté de cela, ils pourront toujours espérer que le " veto " américain ne bloque à nouveau les négociations.

Contourner l'obstacle de la politique américaine

L'impact de la victoire des démocrates aux dernières élections américaines sur le système commercial multilatéral fait l'objet de beaucoup de commentaires. Quoi qu'il en soit, il apparaît que l'issue du cycle dépendra pour beaucoup de la capacité des membres à composer avec l'incontournable réalité que constitue la politique intérieure américaine. Dans les prochains mois, le congrès américain sera amené à prendre deux décisions majeurs étroitement liées aux négociations commerciales : la réécriture ou la prorogation de la Farm Bill 2001 et la prorogation ou non, au-delà de juillet 2007, de l'autorité en matière de promotion du commerce (Trade Promotion Authority - TPA) conférée au président.

La TPA autorise l'administration à négocier des accords commerciaux que le Congrès ne peut qu'approuver ou rejeter, mais non modifier. La plupart des membres de l'OMC estiment que l'expiration de la TPA en juillet éliminerait la maigre chance qui subsiste actuellement de conclure le Cycle de Doha en difficulté d'ici fin 2007. De nombreux Démocrates sont toutefois peu disposés à proroger la TPA, essentiellement en raison de préoccupations concernant ce qu'ils perçoivent comme des protections de l'environnement et du travail insuffisantes dans les accords commerciaux bilatéraux. Une option dont dispose le gouvernement serait donc de rechercher une prorogation de la TPA pour le Cycle de Doha uniquement, bien que certains analystes prédisent que le Congrès ne l'accorderait que si un " accord réel " pour les exportateurs américains semblait en perspective.

Ce dernier argument est d'autant plus vraisemblable que dans certains domaines, l'attitude des démocrates pourrait peu différer de celle des républicains. Leur politique sera également déterminée par la nécessité de conserver leurs partisans et électeurs ruraux en perspectives des élections de présidentielles de 2008. Ils seraient donc très peu disposés à autoriser des réductions significatives dans les dépenses agricoles. Ils pourraient plutôt préférer la réécriture de la Farm bill sur la prorogation.

L'histoire récente montre qu'en matière commerciale, le législateur américain est très réticent à faire la moindre concession lorsqu'il s'agit de " sacrifier " quelques intérêts américains. Les propositions en faveur d'une reformulation de la législation sur les dépenses agricoles pourraient être lues comme une reconnaissance implicite du fait que les législateurs ne croient plus que des progrès suffisants soient possible dans les négociations du Cycle de Doha pour justifier le maintien de l'autorité conférée à l'administration de conclure des accords commerciaux.

Dans un tel contexte d'incertitude, les Etats-Unis pourraient bien apparaître comme un membre peu crédible dont les positions de négociations n'ont pas la légitimité requise pour emporter l'adhésion des autres membres de l'OMC.

En l'absence d'une prolongation du TPA, il appartiendra au congrès de faire un choix, disposition après disposition, dans les accords ficelés, au lieu de les prendre dans leur ensemble. Et cela donne beaucoup de crédit aux analyses qui estiment que compte-tenu de l'incertitude qui prédomine dans la politique américaine, le cycle de Doha pourrait bien aller jusqu'en 2009, après l'arrivée d'une nouvelle administration américaine plus à même de se voir conférer le TPA.

D'ici là, les nombreux non membres qui, pour diverses raisons, ne peuvent influencer le cours des négociations, se verront bien contraints d'attendre que les " major players " se décident à faire avancer les choses. Pendant qu'ils attendent, quelques initiatives seront prises par le FMI, la

Banque mondiale ou le G8 pour maintenir " l'espérance de vie meilleure. " Telle est la démocratie dans sa version commerciale multilatérale.

Règles de l'OMC et politiques énergétiques durables.

La régulation multilatérale des politiques énergétiques et en matière de ressources naturelles suscite un intérêt croissant au moment où la croissance économique et le décalage géographique de plus en plus marqué entre la demande et la production fait grimper le commerce et les prix internationaux du pétrole et du gaz.

L'énergie est répartie de manière très inégale à travers le globe. Soixante neuf pour cent des réserves pétrolières connues sont détenues par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) alors que la Russie, la Norvège, le Mexique et le Kazakhstan sont les plus grands exportateurs de pétrole non OPEP du monde. Dans la plupart des grands pays non OPEP, les gouvernements ont généralement peu de contrôle sur les niveaux de production, car les secteurs pétroliers appartiennent à des compagnies privées, qui réagissent aux signaux de la demande, en procédant à l'exploration et à l'extraction lorsque les prix sont élevés.

La hausse des prix encourage la production non OPEP de pétrole conventionnel et non conventionnel. Elle est également susceptible d'avoir des incidences favorables sur la mise en œuvre des politiques visant la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre, et sur l'amélioration de la sécurité énergétique. De plus, la hausse des prix et l'évolution technologique rehaussent les opportunités en matière de sources énergétiques alternatives.

Par ailleurs, la chute brutale des prix du pétrole, en 1989-1999, a conduit de nombreux pays exportateurs de pétrole à démarrer des réformes

économiques visant la diversification de leurs économies et la réduction de la dépendance vis-à-vis du pétrole. L'accession à l'OMC, a en outre, fourni une impulsion supplémentaire pour des réformes internes dans les pays dotés de ressources énergétiques.

Les ressources en gaz sont plus largement réparties que les ressources pétrolières. La plupart de ces réserves se trouvent au Moyen-Orient (34% du total mondial), en Europe et dans l'ancienne Union soviétique (42% du total des réserves mondiales). La demande de gaz naturel est susceptible d'enregistrer une croissance significative car, selon les projections, pour des raisons économiques et environnementales, le gaz deviendra le carburant préféré de l'industrie énergétique.

Les pays exportateurs d'énergie se disent souvent préoccupés par le fait que les taxes à la consommation et les taxes d'excise élevées imposées par les pays importateurs sur les produits énergétiques réduisent leurs recettes tirées de produits finis. Toutefois, tant qu'elles sont appliquées de manière non discriminatoire, ces taxes sont en conformité avec les règles de l'OMC.

Energie et OMC

Le GATT initial ne comportait pas de disciplines spécifiques sur le commerce des produits énergétiques. Une des raisons possibles en est qu'à l'origine, les exportateurs de produits énergétiques ne participaient pas à l'Accord. La question a également été fortement politisée, en raison de la nature stratégique des produits énergétiques, et les pratiques étatiques affectant les ressources naturelles et l'énergie ont été (et restent) sensibles et litigieuses. Les considérations de sécurité ont largement déterminé la politique commerciale dans le secteur de l'énergie.

Durant le Cycle d'Uruguay, certains pays s'efforçaient d'introduire des disciplines spécifiques sur certaines pratiques des pays exportateurs de produits énergétiques telles que système de double prix et les subventions qui en résultent, les restrictions/taxes à l'exportation et la passation

discriminatoire de marchés publics. Ces tentatives n'avaient toutefois pas été fructueuses, parce que les pays dotés de ressources se méfiaient des règles contraignantes sur le commerce des ressources naturelles.

Néanmoins, il est communément accepté que les règles de l'OMC existantes s'appliquent aux produits énergétiques, bien que l'on puisse soutenir qu'elles ne sont pas optimales pour la résolution de certains problèmes liés au commerce dans le secteur énergétique. Traditionnellement, les disciplines de l'OMC ont été conçues de manière à prendre en compte les obstacles à l'importation dans une plus grande mesure que les obstacles à l'exportation. Toutefois, dans le secteur énergétique, les restrictions à l'exportation sont les principaux obstacles au commerce.

Les droits d'exportation sur les matériaux et les produits énergétiques constituent une source de recettes importante pour les pays exportateurs de produits énergétiques. Ni les questions liées aux pratiques restrictives de ces pays, ni celles concernant les entreprises énergétiques monopolistiques qui bénéficient souvent de droits et de privilèges exclusifs, ne sont pris en compte de manière substantielle dans les règles commerciales multilatérales existantes, ni les problèmes de transit. On note, en outre, l'absence d'un cadre d'investissement général.

Les politiques visant à combattre les changements climatiques pourraient-elles être en contradiction avec les disciplines commerciales multilatérales ? Peut-être ; par exemple, le soutien financier aux producteurs d'énergie renouvelable pourrait être contesté aux fins des règles sur les subventions de l'OMC. Le principe du traitement national s'applique aux taxes et redevances, aux lois et réglementations intérieurs. Les taxes intérieures sur le matériau et les produits énergétiques importés peuvent ne pas être plus élevées que celles prélevées sur les biens 'similaires' produits localement. Les réglementations et normes techniques visant à promouvoir l'utilisation efficiente de l'énergie ne doivent pas constituer des obstacles non nécessaires au commerce.

Taxation de l'énergie

Les taxes sur le dioxyde de carbone et sur l'énergie peuvent être appliquées directement aux carburants, à l'électricité et aux industries d'aval qui utilisent l'énergie en tant qu'intrant - sur la base de la quantité de dioxyde de carbone émise ou de l'énergie consommée dans leur production.

La question se pose de savoir si les pays qui cherchent à réaliser des objectifs environnementaux pourraient établir une discrimination entre les biens énergétiques sur la base des technologies respectueuses de l'environnement utilisées pour leur production. La réponse n'est pas directe et elle se complique davantage si les produits finaux possèdent des caractéristiques physiques identiques et ont la même utilisation finale, par exemple l'électricité générée par l'énergie nucléaire ou par des sources renouvelables. Il serait difficile, dans un tel cas, de soutenir que des types d'électricité générés différemment ne sont pas des produits 'similaires'.

Le système du règlement des différends à l'OMC a traité des taxes environnementales. Le premier différend concernait une contestation de l'UE concernant un impôt américain sur les automobiles. La mesure avait été introduite pour créer une incitation à acheter des véhicules à basse consommation de carburant. Du fait que les véhicules affectés par la mesure étaient européens, l'UE a soutenu que la taxe était incompatible avec l'article III:2 du GATT (traitement égal pour des produits similaires nationaux et importés). Le Groupe spécial a toutefois constaté que les voitures importées à forte consommation de carburant n'étaient pas 'similaires' aux voitures nationales à faible consommation. Elles pouvaient donc être traitées de manière moins favorable.

Dans le différend Superfund, initié contre les États-Unis par le Mexique, le Canada et l'UE, le Groupe spécial a examiné une taxe américaine sur le pétrole imposée dans le but de financer et de dépolluer des sites de déchets dangereux. Tout en constatant que certains aspects de la mesure américaine étaient compatibles avec l'article III du

GATT, le Groupe spécial a reconnu la possibilité d'imposer des taxes environnementales.

Ajustements de taxes aux frontières

Lorsqu'un Etat ayant des normes environnementales élevées impose des taxes énergétiques substantielles, les biens à forte intensité d'énergie produits dans le pays deviennent moins compétitifs par rapport aux produits étrangers qui ne sont pas soumis à de telles réglementations. Le pays pourrait donc choisir de rembourser les taxes aux sociétés, à l'exportation. Le gouvernement pourrait également souhaiter imposer des taxes additionnelles sur les importations de produits provenant de pays qui n'adhèrent pas au même niveau élevé de protection environnementale.

Les règles de l'OMC ne donnent pas de définition claire de l'éligibilité de certains ajustements de taxes aux frontières. Selon l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, les impôts indirects en cascade perçus en amont peuvent être exemptés aux frontières lorsqu'ils sont perçus sur des entrants consommés dans la production du produit exporté, c'est-à-dire des intrants physiquement incorporés, tels que l'énergie, les carburants et le pétrole utilisé dans le procédé de production.

L'ajustement ne pose pas de problème lorsque la taxe énergétique sur le produit lui-même est prélevée ou remboursée aux frontières. Les opinions divergent, toutefois, sur le point de savoir si les taxes d'ajustement aux frontières sont autorisées en vertu du droit de l'OMC pour les intrants imposables qui ne sont pas physiquement incorporés au produit final. Par exemple, on ne sait pas au juste si une taxe sur les émissions de dioxyde de carbone durant la production d'un bien peut être ajustée.

Subventions

Le fait que certaines sources d'énergie renouvelables ne soient pas pour le moment commercialement viables donne une acuité

particulière à la question de la compatibilité de différents systèmes de soutien avec l'OMC.

De tels programmes ne peuvent être subordonnés à la performance à l'exportation (ils entreraient dans la catégorie des subventions prohibées). Les subventions jugées spécifiques à certaines entreprises, industries ou groupes d'industries sont considérées comme pouvant donner lieu à une action et les produits qui bénéficient de ces subventions sont passibles de droits compensateurs. Autrement dit, un Membre de l'OMC peut demander le retrait de telles subventions si elles ont des effets négatifs.

Limiter la subvention aux producteurs d'énergie renouvelable pourrait répondre aux critères de 'spécificité'. Par exemple, si un gouvernement décidait d'accorder un soutien financier aux usines de production d'énergie utilisant des énergies renouvelables, ce programme pourrait être jugé spécifique, c'est-à-dire considéré comme une subvention pouvant donner lieu à une action.

La question est de savoir comment concevoir des programmes visant à réaliser des objectifs environnementaux sans que le soutien financier ne soit considéré comme pouvant donner lieu à une action. Une solution possible pourrait être de concevoir des conditions ou des critères objectifs régissant l'éligibilité à une subvention et le montant de la subvention, de rendre l'éligibilité automatique et d'en surveiller attentivement le respect. Les critères et conditions devraient être transparents et clairs. Par exemple, un critère possible pourrait être un certain niveau d'émissions de dioxyde de carbone durant la production. Bien qu'il soit possible de concevoir des programmes encourageant l'utilisation efficace de l'énergie en général, il est plus que probable que les tentatives visant à appuyer directement les industries renouvelables entrent dans la catégorie des subventions pouvant donner lieu à une action.

Réglementations et normes techniques

Les réglementations et normes techniques sont des outils importants pour rehausser l'utilisation

efficace de l'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

L'Accord sur les obstacles techniques au commerce interdit la discrimination par l'intermédiaire de réglementations techniques. De plus, les réglementations et normes techniques et les procédures d'évaluation de la conformité ne devraient pas créer d'obstacles au commerce non nécessaires ou être utilisées comme outils protectionnistes.

La prescription de non discrimination s'applique aux 'produits similaires', mais au vu du débat permanent sur le point de savoir comment déterminer la 'similitude', on ne sait pas clairement si les méthodes de production d'énergie pourraient être considérées comme la base d'une différenciation légitime entre des biens produits à l'aide de procédés à plus ou moins basse consommation d'énergie.

Conclusion

Les règles de l'OMC s'appliquent pleinement au commerce des produits et matériaux énergétiques, bien qu'elles ne soient pas spécifiquement conçues pour traiter des questions liées à l'énergie. Ainsi, on ne sait pas au juste comment les dispositions relatives à la liberté de transit seraient interprétées par un Groupe spécial de l'OMC en cas de différend. Certaines pratiques commerciales restrictives des compagnies énergétiques ne sont pas couvertes par les règles de l'OMC sur les entreprises commerciales étatiques. La mise en œuvre des politiques intérieures liées à la protection de l'environnement et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre soulèvent certaines questions en termes de compatibilité avec les règles de l'OMC.

Yulia Selivanova est expert au Secrétariat de la Charte de l'énergie à Bruxelles.

1 En janvier 2005. Ceci comprend les réserves non conventionnelles canadiennes. Le Canada non

inclus, cette estimation de la part de l'OPEP s'élève à 84%.

2 Le Mexique est une exception notoire ; la Constitution du pays confère à PEMEX, la compagnie pétrolière étatique, un monopole sur sa production pétrolière.

3 La production tirée des sables pétrolifères canadiens a augmenté de manière significative, de même que la production à partir de champs de pétrole off-shore en eau profonde.

4 Murray Gibbs. 2003. 'Energy Services, Energy Policies and the Doha Agenda' in Energy and Environmental Services: Negotiating Objectives and Development Priorities. CNUCED.

5 Art. 3, para. 5 de la Convention cadre des Nations Unies relative aux changements climatiques prévoit : " Il convient d'éviter que les mesures prises pour lutter contre les changements climatiques, y compris les mesures unilatérales, constituent un moyen d'imposer des discriminations arbitraires ou injustifiables sur le plan du commerce international, ou des entraves déguisées à ce commerce. " Les Parties au Protocole de Kyoto " s'efforcent d'appliquer les politiques et les mesures...de manière à réduire au minimum les effets négatifs, notamment...les répercussions sur le commerce international. "

6 Impôts perçus sur des biens ou des services utilisés directement ou indirectement dans la fabrication du produit.

Note de bas de page 61 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

NOUVELLES DE L'OMC

ADPIC : divergences sur le rôle de l'OMC dans le contrôle de l'application de l'ADPIC et sur les relations entre ADPIC et Cdb.

Une proposition visant à conférer à l'OMC le rôle de surveillance de la mise en application des droits de propriété intellectuelle a été vivement rejetée par un certain nombre de pays en développement, alors que les pays développés continuent de s'opposer à de nouvelles propositions destinées à empêcher le biopillage.

Dans une communication présentée conjointement à la réunion d'octobre du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) de l'OMC, l'UE, le Japon, la Suisse et les États-Unis ont mis en exergue l'expansion rapide de la contrefaçon et du piratage globaux. Ces pays ont invité les Membres à mener une discussion sur les voies et moyens de mettre en œuvre les dispositions relatives à l'exécution de l'Accord, et leur ont proposé de demander au Secrétariat de compiler les renseignements sur le sujet reçus des gouvernements. L'initiative suivait une proposition controversée présentée en juin par l'UE, qui suggérait que le Conseil examine le respect des dispositions de mise à exécution de l'Accord sur les ADPIC et fasse " des recommandations sur les moyens d'améliorer la situation. "

Notant que l'Accord sur les ADPIC donne aux Membres, de manière explicite, le droit de déterminer la méthode appropriée de mise en œuvre de ses dispositions, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Chine, l'Inde et le Venezuela ont fait valoir que la discussion sur la mise à exécution au sein du Conseil limiterait la flexibilité nécessaire aux Membres pour rédiger et mettre en application une législation interne sur les droits de propriété intellectuelle (DPI). Il y avait d'autres moyens de traiter de la faiblesse de la mise en œuvre, ont-ils soutenu, notamment les réexamens de la politique commerciale et le système de règlement des

différends de l'OMC. Ils ont également rejeté la suggestion de se concentrer sur les travaux du Conseil et l'assistance technique qu'elle fournit sur les dispositions relatives à la mise en application de l'Accord.

Empêcher l'appropriation abusive des ressources génétiques

Les délégations ont de nouveau repris les discussions sur la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention relative à la diversité biologique (CDB). Aux fins de la CDB, l'accès aux ressources génétiques doit être fondé sur le consentement préalable en connaissance de cause du pays d'origine. Les Parties à la Convention doivent également prendre " les mesures législatives, administratives et de politique [...] en vue de partager de manière juste et équitable les résultats de la recherche et du développement et les avantages découlant de l'exploitation commerciale et autre des ressources génétiques " fournies par une autre Partie. Afin d'incorporer les principes de consentement préalable en connaissance de cause et de partage des avantages de la CDB dans la législation sur les brevets des pays, les pays en développement ont proposé un amendement à l'Accord sur les ADPIC qui rendrait obligatoire pour les Membres de l'OMC d'exiger des demandeurs de brevets qu'ils divulguent le fournisseur et le pays d'origine de toute ressource biologique ou de toute connaissance traditionnelle qui y est associée, utilisée dans leur invention.

Répondant aux commentaires des États-Unis concernant sa communication de novembre 2005 qui avait mis en évidence plusieurs cas potentiels de " biopillage ", le Pérou a fait valoir qu'une évaluation effective des cas réels nécessiterait l'incorporation d'une obligation universelle de divulguer l'origine/source/provenance juridique des ressources biologiques dans les demandes de brevets (IP/C/W/484). Une telle prescription faciliterait la vérification du respect des critères de brevetabilité d'une invention basée sur des ressources génétiques et/ou des connaissances traditionnelles, et aussi de l'existence d'arrangements en matière de consentement

préalable en connaissance de cause et de partage des avantages. Le Brésil, l'Equateur, la Chine, l'Inde, la Malaisie, le Sri Lanka et le Venezuela ont favorablement accueilli la communication et appelé à des négociations sur la base de textes, sur l'incorporation des prescriptions en matière de divulgation dans l'Accord sur les ADPIC.

Se disant toujours convaincus de l'absence de conflit entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB, l'Australie, le Canada, l'UE, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis ont déclaré qu'il serait prématuré de démarrer des négociations sur des amendements. La plupart de ces pays ont appuyé la création de bases de données de connaissances traditionnelles pour aider les examinateurs des brevets à évaluer la nouveauté d'une invention. Certains groupes autochtones se sont dits préoccupés de la création de telles bases de données, en faisant valoir que la mise à disposition des connaissances à public général pourrait compromettre les droits des détenteurs de connaissances.

Trois ratifications de la dérogation relative à la santé publique

La Suisse et le Salvador ont annoncé qu'ils avaient ratifié l'amendement à l'Accord sur les ADPIC relatif à la santé publique de décembre 2005 (les États-Unis sont le seul autre Membre de l'OMC à l'avoir fait). L'amendement rend permanente la décision adoptée en 2003, qui relevait les Membres de certaines obligations aux fins des ADPIC pour leur permettre d'exporter des médicaments produits sous licence obligatoire. Il sera formellement intégré à l'Accord sur les ADPIC dès que deux tiers des Membres de l'OMC auront ratifié les changements.

Pour que la dérogation devienne opérationnelle (c'est-à-dire pour permettre à un pays d'exporter ou d'importer), les Membres de l'OMC doivent incorporer ses dispositions dans leurs législations nationales. Ceci a été fait, jusqu'ici, par la Norvège, l'Inde, l'UE, les Pays-Bas, la Corée et le Canada - tous exportateurs de produits pharmaceutiques. Le Canada a annoncé, lors de la réunion, qu'il

réexaminait sa législation relative à l'accès aux médicaments' pour voir comment elle pourrait être améliorée. Parmi les pays importateurs, le Kenya recherchait une assistance technique pour l'aider à incorporer la dérogation dans sa législation nationale.

Impact des produits sensibles sur le commerce et le développement.

L'exclusion d'un certain nombre de produits agricoles " sensibles " de la totalité des abaissements tarifaires est plus susceptible de restreindre l'ouverture effective des marchés que la mise à disposition de flexibilités additionnelles à l'intention des seuls pays en développement.

Lors de la suspension du Cycle de Doha, en juillet, le manque de progrès dans le soutien agricole interne et dans l'accès aux marchés était cité comme principale raison du fiasco, et certaines délégations blâmaient en particulier les exceptions à la libéralisation dans le pilier de l'accès aux marchés. Si les produits spéciaux et le nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale pour les pays en développement ont concentré beaucoup d'attention, un examen plus attentif des structures tarifaires des Membres suggère que les flexibilités accordées pour les produits 'sensibles' sont plus susceptibles de restreindre l'accès aux marchés.

Les paragraphes 31 et 34 de l'Accord Cadre de juillet 2004 fournissent des détails sur la sélection et le traitement des produits sensibles (disponibles pour tous les Membres de l'OMC). Bien que le résultat des négociations doive refléter " la sensibilité du produit considéré ", les pays qui désignent des produits comme 'sensibles' auraient à améliorer l'accès aux marchés de manière substantielle " au moyen de combinaisons d'engagements en matière de contingents tarifaires et de réductions tarifaires s'appliquant à chaque produit. "

Les propositions des Membres concernant le nombre/pourcentage de lignes tarifaires sensibles varient de manière significative, les États-Unis visant à limiter de tels produits à un pour cent des

lignes tarifaires, et l'UE recherchant une limite de huit pour cent. Les pays du G-10 qui ont des secteurs agricoles fortement protégés tels que le Japon, la Norvège et la Suisse, ont proposé la couverture de 15% des lignes tarifaires par le mécanisme. Les pays en développement du G-20 ont plaidé en faveur d'un nombre limité de lignes tarifaires, dont le nombre précis doit être négocié, mais qui ne dépasserait pas un pour cent.

Le diagramme ci-dessous donne un aperçu des 200 lignes tarifaires consolidées les plus élevées, en équivalents ad valorem, dans un choix de pays du G-33 et du G-10. Les droits tarifaires les plus élevés appliqués par de grands pays en développement tels que l'Inde, pour la plupart, ne dépassent pas 300 pour cent, les droits tarifaires chinois étant à un niveau substantiellement plus bas. Toutefois, dans de nombreux cas, les taux appliqués sont beaucoup plus bas que les taux consolidés, à la suite de la libéralisation autonome dans la plupart des pays en développement. Par contre, plusieurs pays développés tels que le Japon et la Suisse conservent toujours des crêtes tarifaires prohibitives concentrées dans un petit nombre de lignes à 1500-2000 pour cent.

Ce sont probablement les domaines où le Cycle de Doha pourrait contribuer de manière très efficace à une nouvelle ouverture réelle de l'accès aux marchés. Toutefois, en l'absence de tout critère de sélection, il est peu probable que plusieurs Membres de l'OMC désignent comme 'sensibles' nombre des produits qui bénéficient actuellement des niveaux de protection les plus élevés. Etant donné que trois pour cent des lignes tarifaires permettraient déjà à plusieurs pays de soustraire toutes les lignes ayant des tarifs supérieurs à 400 pour cent, certains ont fait valoir ni la désignation de 15 pour cent des lignes tarifaires (comme le propose le G-10), ni de 8 pour cent (comme le propose l'UE) comme sensibles ne feraient une grande différence en termes d'ouverture des marchés pour les produits fortement protégés.

De fait, même si ces crêtes tarifaires étaient réduites en fonction de la formule générale d'abaissements tarifaires, c'est-à-dire de près de 50-

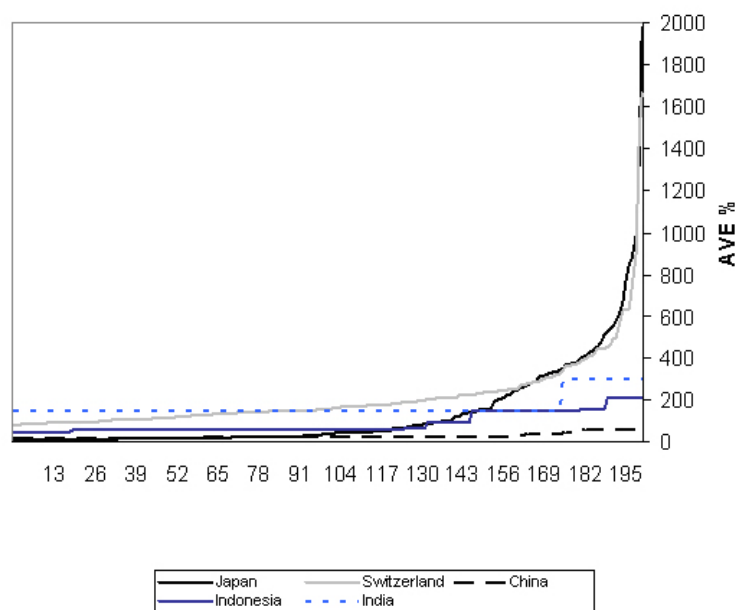
60 pour cent, les droits tarifaires qui en résulteraient resteraient trop élevés. Dans cette optique, un plafond tarifaire pourrait être le moyen le plus efficace de réduire les divergences entre Membres de l'OMC en ce qui concerne les produits les plus protégés. Tant le G-20 que l'UE ont proposé un plafond tarifaire de 100% pour les pays développés et de 150% pour les pays en développement. Les États-Unis ont suggéré un plafond de 75% pour les pays développés, le plafond pour les pays en développement étant à négocier. Toutefois, le G-10 continue de rejeter fermement tout plafond tarifaire.

Il reste à préciser un point, de savoir si un plafond tarifaire s'appliquerait aux produits désignés comme spéciaux dans le cadre des propositions d'accès aux marchés des États-Unis et de l'UE (dans le cadre de la proposition du G-20, le plafond - 100% pour les pays développés et 150% pour les pays en développement - s'appliquerait aussi aux produits sensibles). Si les produits sensibles ne sont pas inclus, l'utilité d'un plafond maximal serait probablement sérieusement compromise. Les produits ayant les droits tarifaires les plus élevés - ceux ciblés en premier lieu par le plafond tarifaire - sont également les plus susceptibles d'être protégés en tant que produits sensibles.

Une analyse de la structure tarifaire de l'UE montre l'importance des divergences entre les niveaux de protection des différents produits, ainsi que les caractéristiques des produits qui bénéficient des niveaux de protection les plus élevés (voir digramme Figure 01).

Les produits protégés par des droits tarifaires supérieurs à 200% comprennent la viande bovine et porcine, l'ail, la banane, les céréales transformés, les champignons, le vin et l'amidon. Les produits laitiers et le sucre sont juste en dessous de 200%. Un certain nombre de pays en développement sont des exportateurs compétitifs de ces produits. Toutefois, des droits tarifaires prohibitifs - en particulier lorsqu'ils sont associés à des restrictions de contingents - faussent considérablement les marchés pour ces produits et réduisent les gains de développement potentiels en limitant la capacité

des pays en développement à mettre pleinement à profit leur avantage comparatif.



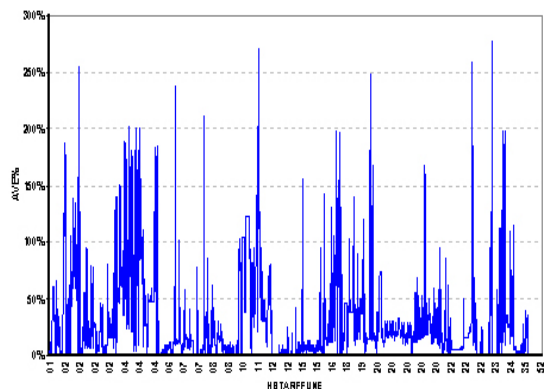
Les 200 lignes tarifaires les plus élevées dans un certain nombre de pays. (Figure 01)

Il y a souvent, en outre, une corrélation entre les produits protégés par des droits tarifaires élevés et ceux qui sont fortement subventionnés dans les pays de l'OCDE par l'intermédiaire du soutien interne et des subventions à l'exportation. Dans la mesure où ces droits tarifaires et ces subventions entretiennent la surproduction agricole dans les pays développés, une telle protection est susceptible de porter préjudice aux agriculteurs pauvres des pays en développement.

On peut penser que des questions similaires d'accès aux marchés pourraient se poser en raison des flexibilités pour les 'produits spéciaux' que les pays en développement peuvent désigner pour faire face à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural - même si, comme on l'a dit plus haut, les crêtes tarifaires dans la plupart des pays en développement sont nettement plus faibles que celles conservées dans les pays développés.

Toutefois, si les Membres de l'OMC prennent au sérieux le concept de produits spéciaux, la sélection sera fondée sur de véritables objectifs de politique publique, alors que les produits sensibles n'ont pas de tels critères, du moins tels qu'ils ont été pris en compte à ce jour dans les négociations de l'OMC. Etant donné la base arbitraire de la désignation, les produits sensibles sont plus susceptibles de refléter des intérêts protectionnistes ou un comportement de recherche de rente, qui tous deux perpétueront les insuffisances.

Pour une reprise rapide des négociations du Cycle de Doha, les Membres auront peut-être à reconsidérer leurs positions sur le soutien interne, ainsi que sur l'accès aux marchés. Toutefois, les produits sensibles jouent un tel rôle dans l'amélioration de l'accès aux marchés que le nombre et le traitement des lignes tarifaires éligibles seront des éléments vitaux de tout résultat qui apporte des avantages substantiels tant pour le commerce que pour le développement.



Structure Tarifaire de l'UE (Figure 02)

Agriculture : de légers mouvements sur les questions techniques mais les avancées restent conditionnées par les enjeux politiques.

Les sessions de négociation informelles ont repris au Comité de l'agriculture de l'OMC, mais toute percée dépendra des progrès au niveau politique.

Crawford Falconer, qui préside les négociations sur l'agriculture, a convoqué, de sa propre initiative, en sa qualité d'Ambassadeur de la Nouvelle-Zélande, la première réunion informelle le 10 novembre. Il a qualifié l'occasion de " forum de la transparence " destiné à fournir l'information sur les réunions récentes en groupes restreints à l'ensemble des Membres de l'OMC. Les représentants de plusieurs groupements ont fait rapport de leurs activités depuis la suspension des négociations formelles, en juillet, mais aucun changement significatif dans leurs positions n'était apparent.

Suite au feu vert donné aux Présidents de tous les groupes de négociation pour la reprise des travaux techniques, le 16 novembre, le Comité de l'agriculture devait tenir une autre session informelle le 20 novembre. On n'attend pas de telles réunions qu'elles mènent à des percées, mais elles sont destinées à préparer le terrain, dans l'attente de l'apparition - éventuelle - de signes politiques de flexibilité renouvelée. Il n'y a pas d'ordre du jour formel, mais certaines sources laissent entendre que le Comité pourrait travailler sur les flexibilités en matière d'accès aux marchés (les produits " sensibles " et " spéciaux " et le mécanisme de sauvegarde spéciale) à la disposition des Membres aux fins de l'Accord Cadre de juillet 2004.

Possibilité de flexibilité américaine signalée

Les médias ont largement fait état du fait que les États-Unis, dans les discussions menées dans le cadre d'une " diplomatie tranquille " en dehors de l'OMC, ont montré une volonté conditionnelle d'envisager une réduction supplémentaire de 5 milliards de dollars de leur soutien interne agricole global ayant des effets de distorsion des échanges.

Selon certaines sources, ceci pourrait se faire au travers de l'abandon par les États-Unis du droit existant, mais largement inutilisé, d'octroi d'un soutien de minimis par produit allant jusqu'à 4,6 milliards de dollars. Le Bureau de la Représentante américaine au commerce extérieur a toutefois catégoriquement démenti avoir indiqué une volonté de réduire son offre officielle actuelle de 22,4 à 17 milliards de dollars US " ou tout autre chiffre. "

Demande de réactualisation des notifications

Réunis antérieurement en session normale (non de négociation), plusieurs pays se sont dits préoccupés par le fait que nombre des acteurs majeurs des négociations du Cycle de Doha - notamment l'Argentine, le Canada, l'UE, la Norvège, la Suisse et la Corée du sud - n'avaient pas notifié à l'OMC leurs subventions agricoles depuis 2001. La dernière notification du Japon date de 2002. Le Président Christian Häberli a souligné l'importance que revêtaient les notifications ponctuelles et a instamment appelé les Membres à rattraper leur retard en ce qui concerne leurs obligations. Il a déclaré, en particulier, que l'absence de notification créait un déséquilibre entre Membres car les négociateurs étaient obligés de fonder leurs calculs sur des renseignements collectés en dehors de l'OMC. Ces renseignements risquaient d'être peu fiables et de ne pas être accessibles de manière égale à tous les pays, a-t-il ajouté. Sans renseignements actualisés sur le soutien interne, les négociateurs n'étaient pas en mesure d'évaluer de manière exacte l'effet des abaissements de subventions proposés sur les dépenses effectives.

Le Brésil a reconnu que la compilation des renseignements nécessaires était difficile, mais a noté que si, en tant que pays en développement, il avait été en mesure de le faire, ceci devrait être possible pour les pays développés. L'UE et le Canada ont indiqué qu'ils fourniraient sous peu des notifications actualisées.

Dans le contexte du réexamen annuel de la situation spéciale qui affecte les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, la Banque mondiale - citant des

travaux de recherche récents - a déclaré que la libéralisation du commerce des produits agricoles pourrait aider de maintenir le prix des denrées alimentaires de base à des niveaux abordables, mais a averti que cet objectif pourrait être sapé " au travers du potentiel qu'ont les produits sensibles et spéciaux de créer des exemptions significatives. " Ceci a été rejeté par Cuba et les Philippines, qui ont fait part de leur intention de soulever la question ultérieurement, après examen de la déclaration.

SUR LE FIL

**Afrique de l'ouest : les APE en question.
La société civile intensifie son combat
et les gouvernements sont dans le
doute.**

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les accords de partenariat économique actuellement en négociation sont loin de faire l'unanimité en Afrique de l'ouest. De nombreux acteurs de la sous région ont, du lancement des négociations à ce jour, montré leur opposition à la mise en place d'un accord de libre-échange fondé sur les principes de la réciprocité entre l'UE et les pays de la CEDEAO, quelque soit par ailleurs la dénomination de celui-ci. Les ONG, organisation de producteurs, syndicats de travailleurs, mouvements de femmes et d'étudiants, membres de la plate-forme de la société civile ouest africaine sur les APE et du réseau Africa Trade network (ATN) ou en alliance avec eux, ont lancé une campagne internationale depuis 2003 pour dénoncer les APE sous leur forme actuelle.

De nombreuses autres organisations du patronat africain se sont jointes directement ou indirectement à la campagne en partageant les arguments de base. De même plusieurs ONG du Nord ont servi de relais pour attirer les gouvernements et des populations de l'UE sur les dangers et les risques que ces accords faisaient inévitablement courir aux populations africaines

dans leur ensemble. Ces arguments ont renforcés par une série d'études menées par de multiples institutions, dont certaines jouissent d'une crédibilité sans faille, qui ont pour l'essentiel abouti à la conclusion que les APE pourraient compromettre les efforts de développement faits par la sous région ouest africaine, pour se limiter à cet exemple, en fragilisant la production agricole et industrielle, en baissant l'investissement public dans les secteurs sociaux de base, en détournant les échanges commerciaux intra-régionaux et en sapant du coup les bases de l'intégration régionale que l'APE dit chercher à promouvoir.

Les incertitudes et les doutes soulevés par l'APE ont engendré récemment, au-delà des dénonciations et des critiques, une recherche effrénée d'alternatives à l'accord de partenariat ou d'accords de partenariat alternatifs. Il semble cependant que les différents acteurs impliqués dans les négociations autant que les institutions n'aient pas la même lecture de cette démarche. Quoi qu'il en soit, un regard lucide sur la situation montre que la perception de cette accord a beaucoup changé, y compris aux yeux de certains gouvernements de la région et d'autres acteurs qui jadis montraient un zèle pour le moins incompréhensible en faveur de la conclusion de l'accord.

Si les organisations de la société civile ont dès le départ proclamé leur opposition à l'APE sous sa forme présentée, les ministres d'Afrique de l'ouest ont aussi dernièrement pris de plus en plus de recul par rapport au contenu et aux dates convenus pour la signature de l'APE.

La société civile réitère ses arguments contre l'APE et présente ses recommandations.

Dans une déclaration produite à l'issue d'une concertation de plusieurs jours, du 10 au 13 nov dernier, organisée à Dakar sous l'égide d'Enda Tiers Monde et de Third World Network Africa (TWN Africa), au nom de la plate-forme des OSC d'Afrique de l'ouest sur les APE, les organisations de la société civile ont rappelé le travail effectué

tant collectivement qu'individuellement, au niveau national comme régional, pour que leurs préoccupations soient prises en compte dans le processus et les décisions politiques de la négociation des APE en Afrique de l'ouest. Leur mot d'ordre demeure inchangé. Tel qu'il ressort de la déclaration, elle continue de marteler que " l'accord de partenariat économique entre la CEDEAO et l'UE, dans sa forme actuelle d'accord de libre échange entre deux parties inégales, constitue une diversion fondamentale et une menace aux efforts collectifs et individuels de développement des économies de la région ".

De plus, au moment où " la CEDEAO semble encore incapable d'articuler la logique fondamentale de ses préoccupations proclamées en matière de développement dans la structure des APE et leurs différents thèmes ", la CE se contente quant à elle de financer les études d'impact et par la même occasion, d'imposer ses propres termes de référence.

" Il est prématuré de passer à la deuxième phase " :

la décision de passer à la deuxième phase a été proposée par le comité ministériel de suivi de la CEDEAO lors de sa réunion tenue à Niamey le 06 octobre 2006. Une telle décision a été jugée trop hâtive par la société civile. Ceci pour deux raisons fondamentales. D'abord elle a été prise " en dépit de la reconnaissance par les Ministres, du fait que les études d'impact devant guider les négociations ne sont pas complètes ". D'autre part il existe un profond désaccord sur la conception à donner à l'APE. Selon les OSC, l'UE campe sa position sur la conception mercantiliste de l'accord sans se soucier de la dimension développement qui est la préoccupation des Etats de la Cedeao. Sur ce, ils disent être "convaincus que cette décision est défailante et expose la CEDEAO au risque de passer à une étape beaucoup plus complexe, sans le bénéfice de principes claires et d'une déclinaison précise de ses intérêts ".

La préparation technique :

La déclaration a principalement touché tous les domaines sur lesquels l'accord devra porter.

En ce qui concerne l'accès aux marchés, ils estiment que le rapport de groupe de travail sur le secteur des produits ne donne pas une vision claire de ce secteur, pouvant permettre à la CEDEAO de prendre des engagements rentables pour notre production, face à la supériorité écrasante des producteurs de l'UE et ses politiques de subvention.

Pour ce qui est des services, le groupe de travail se fonde sur l'illusion selon laquelle la libéralisation est essentielle pour développer ce secteur. Mais il faudrait noter le risque que devra courir les industries ouest africaines naissantes face aux transnationales européennes. Concernant l'investissement et la concurrence, on note la persistance de l'UE à les inclure dans l'accord, en dépit de l'opposition faite par le Comité Ministériel de Suivi des négociations en Afrique de l'ouest de les inclure dans l'APE. Ces Ministres ont décidé de développer au préalable leur propre politique régionale en matière d'investissement et de concurrence.

Dans les domaines de la facilitation des échanges, des normes sanitaires et Phytosanitaires (SPS) et des obstacles techniques au commerce (OTC), les acteurs de la société civile disent être convaincus " que ces questions constituent un enjeu majeur de développement pour l'Afrique de l'ouest ". Il faudrait donc penser à développer ces questions avec ou sans APE, en évitant que l'UE nous dicte sa loi.

Selon la déclaration, la position de la société civile s'explique essentiellement par " le constat de déséquilibres importants en ressources humaines et matérielles ainsi qu'un rapport de force disproportionné entre les parties à la négociation ". Ainsi, pour éviter à la région des décisions hâtives pouvant porter préjudice au développement de la région à moyen ou long terme, les OSC ont fait des recommandations spécifiques qui peuvent se décliner en ceci :

- suspendre la phase II des négociations qui est prématurée ;
- Exiger la prolongation du délai des négociations au-delà de décembre 2007 ;
- Exploiter cette période pour la conduite d'évaluations autonomes, indépendantes et concrètes de l'APE sur les économies dans leur ensemble et surtout sur les différents secteurs et segments de la société ;
- S'assurer que la revue à mi-parcours des APE ainsi que le stipule l'Accord de Cotonou soit globale, inclusive et substantielle ; et que dans ce contexte les gouvernements favorisent des discussions pour l'adoption de cadres alternatifs aux APE dans leur forme actuelle ;
- Maintenir leur décision d'exclure les questions de Singapour sur la Concurrence, l'Investissement et les Marchés Publics de tout accord éventuel avec l'Union Européenne.
- S'assurer que le projet de cadre de politique régionale sur les investissements et la concurrence soient assujettis à des concertations nationales complètes et inclusives ; que les discussions explorent d'autres modèles plus adaptés aux besoins de l'Afrique de l'Ouest et ses économies, avec le souci d'améliorer fondamentalement la production agricole et le tissu industriel ;
- S'assurer que les accords sur les services n'impliquent pas pour les pays d'Afrique de l'Ouest plus d'engagement que ceux qu'ils ont pris au niveau de l'OMC
- S'assurer que sur la propriété intellectuelle des disciplines plus strictes que celles de l'OMC ne soient imposées aux pays d'Afrique de l'Ouest ;
- S'assurer de l'implication effective de toutes les parties prenantes du niveau national au niveau régional, dans le processus de négociation de l'APE.

UEMOA : les Ministres du commerce plaident pour des accords commerciaux au service du développement et pour une reprise immédiate des négociations à l'OMC :

Les ministres du commerce de l'UEMOA se sont réunis à Dakar en novembre dernier pour tenter d'harmoniser et de renforcer leurs politiques en vue de traduire leurs préoccupations de développement dans les différentes négociations commerciales dans lesquelles ils sont parties : négociations multilatérales à l'OMC et bilatérales à travers d'une part l'accord de partenariat économique entre l'Union européenne et l'Afrique de l'ouest, l'accord de partenariat avec les pays du Maghreb, et d'autre part l'ouverture au marché chinois.

Une déclaration a été adoptée par les Ministres à l'issue de la rencontre. Celle-ci circonscrit un certain nombre de préoccupations pendantes. Elle insiste particulièrement sur la filière coton, les négociations entre l'union et l'organisation mondiale du commerce (OMC), les négociations sur l'APE entre l'Union européenne et l'Afrique de l'ouest, sur la proposition du sommet sino-africain qui vient de se tenir à Beijing et sur la coopération avec le Maghreb. Ils ont par ailleurs invité les négociateurs politiques à accorder plus d'attentions à l'élaboration des modalités de mise en œuvre du mécanisme de sauvegarde spéciale obtenu par les pays les moins avancés (PMA) dans " le paquet de juillet " et à la définition des produits spéciaux devant bénéficier d'un traitement spécial et différencié. D'autres questions ont également été traitées dans la déclaration ; telles que l'élimination sans délai des entraves au commerce en vue d'améliorer l'environnement des échanges et de promouvoir le développement des activités de production dans l'union.

Relance de la filière coton et reprise des négociations :

Le dossier coton a été depuis 2003 au centre de grands enjeux à l'OMC. L'un des principaux points qui sous-tendent les demandes africaines et/ou Brésiliennes ce sur ce dossier porte sur

l'élimination effective des soutiens internes et de toute autre subvention distorsive dont continuent de bénéficier les producteurs des pays développés et qui constituent une véritable entorse aux normes de concurrence que fait prévaloir l'OMC. Sur, ce dossier, les Ministres prennent " appui sur les modalités soumises au sous comité coton par les africains pour la réduction effective en vue de l'élimination des soutiens internes à la production cotonnière. "

Par ailleurs, il est demandé au Secrétaire général de l'OMC de dresser dans les plus brefs délais le bilan de l'aspect développement de la filière coton, en conformité avec le mandat qui lui a été confié par les Ministres de l'OMC à Hong Kong.

Du point de vue des négociations à l'OMC, un certain retard a été noté. De l'avis du Président du Comité de Négociations Commerciales (CNC), il n'y a pas eu " de progrès par rapport aux positions des membres depuis la suspension des travaux. " Sur ce, les Ministres ont lancé un vibrant appel aux pays membres de l'OMC en faveur d'une reprise immédiate des négociations commerciales multilatérales. Et à travers la réunion du CNC, un communiqué de presse faisait état d'un " large consensus pour la reprise des négociations sur les sujets ".

Sur les négociations APE avec l'union européenne :

Les Ministres ont pris une position expresse sur ce dossier. Selon eux l'accent doit être mis sur la dimension développement de l'accord de partenariat. Le problème de la conception de l'APE constitue la véritable source de blocage à travers les négociations. L'UE qui dispose du monopole de la position dominante, a tendance à ne mettre l'accent que sur la dimension mercantiliste de l'APE, faisant ainsi abstraction à la plus grande préoccupation africaine du millénaire, qu'est le développement.

Une telle attitude appelle à des positions très concertées de la part des décideurs politiques. Sur ce point, les ministres du commerce de l'UEMOA ont donné mandat à la commission de l'UEMOA et

au secrétariat exécutif de la CEDAO " à travailler de concert " pour la mise en œuvre effective de l'union douanière de la CEDEAO. Une telle réalisation doit selon eux être un préalable indispensable à toute ouverture du marché à la concurrence des produits originaires de l'union européenne.

Les Etats membre de l'UEMOA doivent renforcer leur concertation. Les négociations sur les APE doivent être menées en parfait accord entre les différents pays de l'union. Ces derniers doivent refuser toute négociation séparée avec l'union européenne.

Pour être plus pragmatique et afin de mieux camper leur position sur la dimension développement de toute négociation avec l'UE, les pays de l'UEMOA appellent à la mise en place de ressources suffisantes pour " le financement des d'ajustements nécessaires aux économies de la région". Selon M. El hadji Abdou Sakho, commissaire aux affaires politiques, fiscales, douanière et commerciales de l'UEMOA, certain pays comme la Tunisie ont été appuyés dans ce sens par l'UE. Les Etats de l'Afrique de l'ouest doivent eux aussi bénéficier de cette aide pour renforcer leur capacité et mettre à niveau leurs entreprises afin de faire face à la concurrence.

Dans une autre perspective, les Ministres sont revenus sur l'ouverture au marché chinois et sur l'accord de partenariat avec le Maghreb.

Ouverture au marché chinois et Accord de partenariat UEMOA- Maghreb :

Le sommet sino-africain qui s'était tenu à Beijing les 4 et 5 novembre 2006 a donné une nouvelle allure aux rapports existants entre les deux parties. Au sortir de cette rencontre, une déclaration historique a été adoptée, dévoilant un plan d'action 2007-2009, visant à renforcer considérablement la coopération Chine-Afrique. Le président chinois avait dans son discours d'ouverture décidé de doubler d'ici 2009 l'aide octroyée en 2006, d'accorder 3 milliards de dollars de prêts préférentiels et 2 milliards de dollars de crédits

préférentiels à l'Afrique dans les 3 prochaines années, de créer un fond spécial de 5 milliards de dollars pour encourager les entreprises chinoises à investir en Afrique et d'annuler la dette des pays africains pauvres et très endettés ayant des relations diplomatiques avec la Chine.

De telles opportunités ne laissent pas indifférents les Ministres du commerce de l'UEMOA. Ils entendent les saisir et ont donné dans ce sens mandat à la commission pour " entreprendre les démarches nécessaires au renforcement des relations économiques et commerciales entre la Chine et l'UEMOA ". Ils engagent également l'organe suprême de l'union à prendre les dispositions appropriées en vu de la conclusion d'un accord commercial et d'investissement ainsi que sur le droit d'établissement.

Par ailleurs pour ce qui est du Maghreb, les Ministres souhaitent que les négociations soient poursuivies avec le Maroc et l'Algérie afin de parvenir à la signature d'un accord. Selon le commissaire Sakho, " il est prévu une zone de libre échange avec l'Algérie et à terme, l'élaboration d'une liste de produits qui seront éligibles ".

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evènements à L'OMC

11-15 novembre, Rome, Italie, L'avenir de l'énergie dans un monde interdépendant, 20ème Congrès mondial de l'énergie, organisé par le Conseil mondial de l'énergie.

20-21 novembre, Forum mondial sur l'agriculture.
www.wto.org

22-24 novembre, OMC, Colombie, Organe d'examen des politiques commerciales.

29 novembre- 1 Décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la participation des PED aux secteurs nouveaux et dynamiques du commerce mondial - le secteur énergétique.

6-7 décembre, Premier forum sur la gestion de la dette africaine et les marchés obligatoires.
www.wto.org

13-15 décembre, OMC, Hong Kong, Chine, organe d'examen des politiques commerciales.

20-21 décembre, OMC, Genève, Conseil général de l'OMC.

En dehors de l'OMC

6- 10 novembre, Conakry, Guinée, Séminaire d'information sur les chantiers de l'UEMOA.
www.uemoa.int/actualite

6-17 novembre, Nairobi, Kenya, douzième conférence des Parties à l'UNFCCC et à la deuxième réunion des Parties au protocole de Kyoto.
www.sdgateway.net/events

7-10 novembre, Niamey, Niger, Forum régional sur la souveraineté alimentaire. Contact : mohamadou.magha@roppa-ao.org

14 -16 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur l'accès universel aux services.
www.unctad.org

15-16 novembre, Siège des Nations Unies, forum international sur l'éradication de la pauvreté.
www.un.org/esa/socdev

15-26 novembre, New York, USA, Forum international sur l'éradication de la pauvreté ; Siège des Nations Unies

<http://www.un.org/esa/socdev/poverty/PovertyForum/>

17-23 novembre, Bamako, Mali, Salon international de l'agriculture de Bamako. Contact : apcam@apcam.org ou http://www.apcam.org/siagri_index.htm

19-24 novembre, Le Cap Afrique du Sud, Premier atelier de l'ABS CAPACITY-Building pour l'Afrique http://www.abs-africa.info/capetown_index.html

20-22 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur l'IED dans les ressources naturelles.
www.unctad.org

20-24 novembre, Nairobi, Kenya, consultation sous régionale africaine sur la convention de Rotterdam sur le procédé au courant antérieur de consentement dans le commerce international pour certains produits chimiques et pesticides dangereux.
<http://www.pic.int/en/ViewPage.asp?id=405>

23-24 novembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts ad hoc sur la promotion des politiques d'investissement en particulier dans l'optique du développement. www.unctad.org

27-28 novembre, Genève, Suisse, Réunion spéciale d'experts sur le renforcement des compétences dans les pays en développement : formation, création de ressources et TIC. www.unctad.org

27-29 novembre, Sénégal, Atelier sur " L'économie de la formation agricole et rurale". Contact : martin.weiss@educagri.fr , khalid.belarbi@educagri.fr

27-29 novembre, Paris, France, colloque international " Quel cadre pour les politiques agricoles, demain en Europe et dans les pays en développement ? " Contact : danielle.barret@fondation-farm.org)

29-30 novembre, Paris, France, Forum mondial de l'OCDE sur le développement durable : "

partenariat public privé dans la distribution de l'eau et l'assainissement- évolution récentes et nouvelles opportunités ". www.oecd.org

4 - 5 décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur la contribution à la mise en œuvre et au suivi des décisions du sommet mondial sur la société de l'information : les TIC aux services de la croissance et du développement. www.unctad.org

4 - 8 décembre, Mombassa, Kenya, Dixième Conférence SEARNET de Récolte et de Gestion d'Eau de pluie en Afrique. Contact : <http://www.searnet.org/newsitem.asp?newsid=106>

6-8 décembre, Bamako, Mali, réunion ministérielle et Conférence des donateurs "Un an de lutte globale contre la grippe aviaire et le risque d'une pandémie de grippe humaine" : contact : www.avianinfluenzaconference4.org

6-8 décembre, Nairobi, Kenya, Capacité Construisant Atelier sur Associations pour Améliorer la Performance d'Utilités de l'eau dans la Région de l'Afrique, Contact : http://www.un.org/esa/sustdev/sdissues/water/workshop_africa/workshop_africa.htm

7-8 décembre, Montpellier, France, journée ingénierie des dispositifs de formation à l'international, sur le thème " stratégie de la connaissance au service des agricultures familiales". martin.weiss@educagr

7-8 décembre, Amsterdam, pays Bas, Premier Forum OCDE sur "African Public Debt Management", organisé par la Direction des Affaires financières et des entreprises. ". www.oecd.org

12-13 décembre, Brazzaville, Congo, (NEPAD-OCDE), Initiative d'investissement : " mobilisation de l'investissement privé en Afrique à l'appui du développement, créer les bases pour le progrès durable ". www.oecd.org

11-13 décembre, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur les moyens d'aider les petits

producteurs et transformateurs de produits de base dans les PED à accéder aux marchés mondiaux. www.unctad.org

12-15 décembre, Ouagadougou, Burkina Faso, atelier sur le développement stratégique des chaînes d'approvisionnement horticoles en Afrique sub-saharienne. Contact : jbosio@worldbank.org

14 décembre, Genève, Suisse, Conseil du commerce et du développement, 40em réunion directive. www.unctad.org

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

CNUCED, Revu commerce et environnement : association globale et politiques nationales pour le développement Août 2006, 280 pages. www.unctad.org

CNUCED, Stratégie sur des solutions pour harmoniser le règlement international de l'agriculture organique (volume 2) ; les exposés introductifs de l'international chargent la force sur l'harmonisation et l'équivalence dans l'agriculture organique, septembre 2006 ; 95 pages. www.unctad.org

CNUCED, FDI, Dans moindres pays développés ; d'un coup d'œil : 2005-2006 ; 15 septembre 2006 ; 173 pages. www.unctad.org

CNUCED, Un guide d'investissement du Rwanda. 03 octobre 06, www.unctad.org

CNUCED, Le développement économique en Afrique, Doublement de l'aide : assurer " la grande

poussée ". 20 septembre 2006. 150 pages.

www.unctad.org

CNUCED, Livre bleu sur la meilleure pratique dans la promotion et la facilitation d l'investissement : le Ghana, août 2006, 49 pages.

www.unctad.org

CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde : l'IED en provenance des pays en développement ou en transition : incidence sur le développement ; vue d'ensemble. Octobre 2006.

www.unctad.org

CNUCED, Examen collégiale volontaire de la politique de concurrence : Tunisie ; Rapport de synthèse 2006. www.unctad.org

FAO, La communication pour le développement ; Février 2006, Emission de Radio rurale et jeunes ruraux au Mali. Etude de cas.

www.fao.org/sd/sdpub_fr.htm

ONU : Rapport annuel sur le travail de l'organisation : Relever les défis d'un monde changeant ; 2006, 128 pages. www.un.org

ONU : Perspectives d'environnement de l'Afrique : Notre environnement notre richesse. Août 2006, 580 pages. www.un.org

ONU : Manuel juridique sur la loi environnementale. Octobre 2006, 158 pages. www.un.org

ONU : Construire des secteurs financiers accessibles à tous : juin 2006 ; 212 pages. . www.un.org

ONU : Accord Européen Relatif au Transport International des Marchandises Dangereuses par Route : En vigueur le 1er janvier 2007 ; septembre 2006, 1284 pages. www.un.org

ONU : Accords Internationaux d'Investissement dans les Services. Juillet 2006, 132 pages. www.un.org

ONU : Commission des Nations Unies pour le Droit Commercial International. Annuaire. Juin 2006, 660 pages. www.un.org

ONU : Forum du Commerce International, Agir pour le commerce, une chance pour le développement. Juin 2006, 34 pages. www.un.org

ONU : Liste Récapitulative des Produits dont la Consommation ou la Vente Ont Eté Interdites ou Rigoureusement Réglementées, ou qui Ont Eté Retirés du Marché ou n'Ont pas Eté Approuvés par les Gouvernements: Produits Chimiques. Octobre 2006, 832 pages. www.un.org

ONU : Liste Récapitulative des Produits dont la Consommation ou la Vente Ont Eté Interdits ou Rigoureusement Réglementées, ou qui Ont Eté Retirés du Marché ou n'Ont pas Eté Approuvés par les Gouvernements: Produits Pharmaceutiques. Juillet 2006, 560 pages. www.un.org

OMC :
La libéralisation des services dans la nouvelle génération des accords commerciaux préférentiels :

Combien de plus que le GATS.
Juillet 2006, 63 pages.
www.wto.org

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.
Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

OMC : La libéralisation du commerce des services au niveau régional : l'Afrique méridionale et orientale se tient-elle pour gagner des négociations des APE ? Marion Jansen ; juin 2006, 36 pages. www.wto.org

OMC : L'OMC à Dix : La contribution du système de règlement de conflit. Juillet 2006, 576 pages. . www.wto.org

OMC : Déterminant la " similarité" dans le cadre du GATS : Ajuster le cercle ? août 2006, 53 pages.

OMC, Rapports sur les différends concernant les produits biotechnologiques. 29 septembre 2006.

UEMOA, Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale. Juin 2006, 92 pages. www.uemoa.int/publication